

MESSAGE N° 250

7 mars 2006

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi (ci-après: le projet) portant révision de la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu.

1. NÉCESSITÉ D'UNE RÉVISION LÉGALE

Le domaine du jeu a connu une évolution importante au cours des dernières années. En se fondant sur l'article 106 de la Constitution fédérale, les Chambres fédérales ont en effet adopté, le 18 décembre 1998, la nouvelle loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (LMJ). Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2000, cette loi a opéré une distinction fondamentale entre les jeux de hasard, qui relèvent désormais de la stricte compétence de la Confédération, et les jeux d'adresse, dont l'exploitation relève de la sphère cantonale. Alors que les premiers sont exclusivement réservés aux casinos, les seconds peuvent être autorisés en d'autres lieux par les cantons, qui demeurent libres d'en accepter l'installation.

Certes jusqu'au 31 mars 2005, soit durant une phase transitoire concédée en son temps par l'autorité fédérale, la présence de machines à sous de hasard traditionnelles a été tolérée dans les établissements publics et les salons de jeu, moyennant le respect de conditions précises. Depuis lors, la Commission fédérale des maisons de jeu et les autorités cantonales d'exécution ont veillé à leur retrait définitif de ces espaces d'exploitation, qui abritent aujourd'hui pour la plupart des jeux d'une nouvelle génération, homologués en tant qu'appareils à sous servant aux jeux d'adresse.

La loi fribourgeoise sur les appareils de jeu et les salons de jeu doit impérativement être adaptée à ce changement. Bon nombre de notions qu'elle contient sont en effet incompatibles avec le droit fédéral. Restreinte dans son champ d'application aux jeux d'adresse et, plus accessoirement, aux jeux de distraction, elle doit régir leur installation et leur exploitation en tenant compte des caractéristiques qui leur sont propres ainsi que des risques inhérents à leur utilisation.

Le Conseil d'Etat s'était déjà fixé ce but le 29 juin 2004, en soumettant au Grand Conseil un premier projet de loi modifiant la loi actuelle en la matière. Ledit projet, qui prônait une solution médiane prenant en compte la fragilité du compromis sur lequel repose depuis de nombreuses années dans notre canton le principe de la légitimité des jeux à sous en dehors d'un casino, a été largement amendé par la commission parlementaire chargée de son examen. En date du 14 décembre 2004, suivant en cela une tendance libérale, le Grand Conseil a, au terme de débats nourris, opté pour une version nettement plus favorable aux exploitants d'appareils à sous. Soumise au vote populaire le 25 septembre 2005, cette loi a été rejetée par 61,4% des votants. Ce net refus conduit désormais le Conseil d'Etat à vous soumettre un nouveau projet, inspiré de ses propositions initiales et susceptible de rétablir un régime légal faisant certes un pas en direction d'une industrie du jeu bien implantée dans le canton mais évitant le tout-au-jeu et les dérives sociales qui en découlent.

2. PRINCIPALES OPTIONS DU PROJET

Les principales options du projet peuvent être résumées ainsi:

1. Le projet confirme la possibilité d'exploiter des appareils à sous servant aux jeux d'adresse et des appareils de distraction dans les établissements publics et les salons de jeu. Il donne des définitions précises de ces deux types d'appareils, de manière à lever toute équivoque. Il assimile aux appareils à sous des versions particulières de ces derniers offrant au joueur des gains sous forme de jetons ou de points.
2. La limite du nombre d'appareils de jeu offrant une possibilité de gain au joueur est maintenue à deux, tant pour les établissements publics que pour les salons de jeu. Le projet abandonne en revanche la restriction imposée jusqu'ici aux établissements publics pour les jeux de distraction.
3. La notion de salon de jeu est maintenue. Contrairement au précédent projet, le nombre de ces derniers continuera toutefois à être limité au travers d'une clause du besoin. Le résultat du vote populaire, clairement opposé au principe d'une libéralisation en matière de jeu, est venu en effet conforter le Conseil d'Etat dans l'idée qu'il n'y avait en définitive pas lieu d'étendre l'offre actuelle d'espaces de jeu. Il est à relever que les entreprises de jeu elles-mêmes n'ont jamais vu dans cette forme d'ouverture initialement proposée un moyen économique intéressant de compléter leurs activités.
4. La valeur maximale des mises et des gains n'est pas augmentée par rapport aux possibilités de jeu actuelles, à savoir 2 francs par partie pour les mises et 50 francs pour les gains.
5. Le taux de restitution obligatoire, de même que l'interdiction de la mise en réserve des enjeux et des gains sont supprimés.
6. La taxe d'exploitation des appareils à sous servant aux jeux d'adresse est augmentée à 7% des mises et une part de ce produit est affectée à des projets sociaux.

A titre de comparaison et par souci de clarté, il convient de rappeler ci-après, sur les points essentiels, les étapes qui ont précédé le présent projet.

2.1 Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu

Un **établissement public** peut abriter au plus trois appareils de jeu, parmi lesquels au maximum **deux machines à sous** (art. 15).

La **mise** d'une machine à sous ne doit pas être supérieure à **2 francs** par partie et par appareil (art. 18).

Seuls les **gains** en argent et ne dépassant pas **50 francs** sont autorisés (art. 19 al.1).

Les machines à sous doivent **restituer** au moins en moyenne **85%** des mises (art. 19 al.2).

Les machines à sous permettant de mettre en **réserve** la mise ou les gains obtenus sont **interdites** (art. 20).

Une patente d'exploitant de salon de jeu ne peut être octroyée que pour une commune comptant **au moins 3000 habitants**; une patente supplémentaire peut être octroyée par tranche de 5000 habitants en plus (art. 33).

Un **salon de jeu** ne peut contenir plus de **deux machines à sous**. Le nombre d'appareils de distraction n'est pas limité (art. 35).

L'accès aux **salons de jeu** par des mineurs âgés de moins de **18 ans** révolus est interdit (art. 39).

La **taxe d'exploitation** pour une machine à sous est fixée à **5%** des mises enregistrées par le compteur (art. 44).

2.2 Projet de loi du 29 juin 2004 modifiant la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu

Un **établissement public** ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de **deux appareils à sous** servant aux jeux d'adresse (art. 17b).

La **mise maximale** est maintenue à **2 francs** (art. 18 inchangé).

La valeur maximale des **gains** est maintenue à **50 francs** (art. 19 al.1).

Le **taux de restitution** est **supprimé** (art. 19 al. 2).

L'**interdiction** de la **mise en réserve** de la mise ou des gains est maintenue (art. 20 inchangé).

La **clause du besoin** est **supprimée** (art. 33).

L'exploitant d'un **salon de jeu** ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de **cinq appareils à sous** servant aux jeux d'adresse (art. 35).

L'interdiction d'accès aux **salons de jeu** à des personnes âgées de moins de **18 ans** révolus est maintenue (art. 39).

La **taxe d'exploitation** d'un appareil à sous servant aux jeux d'adresse à **5%** est maintenue (art. 44).

2.3 Loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu

L'exploitant d'un **établissement public** ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de **deux appareils à sous** servant aux jeux d'adresse (art. 17b) [idem au projet du Conseil d'Etat].

La **mise maximale** ne doit pas être supérieure à **5 francs** par partie et par appareil (art. 19 al. 1) [plus libéral que le projet du Conseil d'Etat].

La **limite de la valeur des gains** est **supprimée** (art. 19) [plus libéral que la version du Conseil d'Etat].

Le **taux de restitution** est **supprimé** (art. 19) [idem au projet du Conseil d'Etat].

L'**interdiction de la mise en réserve** de la mise ou des gains est **supprimée** et remplacée par une autorisation conforme à l'homologation (art. 19) [plus libéral que le projet du Conseil d'Etat].

La **clause du besoin** est **supprimée** (art. 33) [idem au projet du Conseil d'Etat].

L'exploitant d'un **salon de jeu** ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de **dix appareils à sous** servant aux jeux d'adresse. Le nombre d'appareils de distraction doit être supérieur au nombre d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse (art. 35) [plus libéral que le projet du Conseil d'Etat].

L'interdiction d'accès aux **salons de jeu** à des personnes âgées de moins de **18 ans** révolus est maintenue (art. 39) [idem au projet du Conseil d'Etat].

La **taxe d'exploitation** d'un appareil à sous servant aux jeux d'adresse est fixée à **7%** des mises enregistrées par le compteur. Le produit de la taxe prélevée est affecté à raison de **2%** à des projets sociaux dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les dépendances (art. 44) [mesure innovatrice de participation des entreprises de jeu au traitement du jeu pathologique].

3. SITUATION SUR LE PLAN SUISSE

En 1992, lors des débats qui ont précédé l'adoption de la loi actuelle, l'exploitation de machines à sous à l'extérieur d'un casino était autorisée dans treize cantons suisses (Zurich, Lucerne, Uri, Obwald, Nidwald, Glaris, Zoug, Fribourg, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Argovie et Thurgovie). Le canton de Fribourg était ainsi le seul canton romand à admettre l'exploitation de machines à sous sur son territoire.

Depuis lors, la situation n'a guère évolué. Le canton de Zurich a même renoncé à l'exploitation de ces appareils en votation populaire. Seul le canton de Berne, dans lequel les machines à sous ont toujours été interdites, a admis voici quelques mois leur installation en nombre illimité dans des sortes de mini-casinos aménagés pour l'heure à Thoune, à Gstaad et à Bienne. Ce même canton a également fini par admettre l'exploitation, dans des salons de jeu et des établissements publics, d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse dans une version à jetons, comme cela était du reste le cas sous l'ère des jeux de hasard.

Dans les autres cantons romands, les appareils de jeu permettant la réalisation d'un gain sont toujours interdits en dehors d'éventuels casinos. Le canton du Valais a certes élaboré un projet tendant à permettre, sur le modèle bernois, la création de mini-casinos en stations touristiques. La procédure d'adoption de ce projet a pourtant été suspendue.

Là où ils sont admis, il peut en outre être relevé que les appareils de jeu ne peuvent être exploités que dans un salon de jeu ou un établissement public. Leur nombre varie sensiblement d'un canton à l'autre mais demeure globalement plus important dans un salon de jeu que dans un établissement public. Une limite maximale située entre un et quatre appareils à sous est ainsi imposée dans les établissements publics, alors que les salons de jeu peuvent, à l'instar du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, en abriter jusqu'à vingt.

Les mises sont quant à elle limitées à un franc ou à deux francs par la plupart des cantons (1 franc à Uri, Glaris, Appenzell Rhodes-Intérieures, Zoug et Thurgovie; 2 francs à Lucerne, Nidwald et Schaffhouse), même si certains d'entre eux ont porté cette limite à cinq francs (Argovie, Obwald, Appenzell Rhodes-Extérieures). Les gains enfin, tributaires également des conditions d'homologation des appareils, varient entre 20 francs par partie (Zoug) et 500 francs par partie (Appenzell Rhodes-Extérieures).

4. COMMENTAIRE PAR ARTICLE

Art. 1 al. 1 let. a et al. 2

Depuis le 1^{er} avril 2000, la législation fédérale sur les maisons de jeu régit de manière exhaustive l'exploitation

et l'utilisation des jeux de hasard sur le territoire national. Il est rappelé que de tels jeux sont strictement réservés aux casinos bénéficiant d'une concession fédérale. Les cantons demeurent pour leur part libres de gérer à leur guise le domaine du jeu d'adresse, étant précisé toutefois que ne peuvent entrer dans cette catégorie que les appareils à sous homologués comme tels par l'autorité fédérale ou les appareils ne laissant planer aucun doute sur leur caractère de pure distraction, éloigné de tout avantage financier pour le joueur.

Dans ce sens, l'objet de la loi cantonale doit être mieux ciblé. Il n'existe désormais pour le canton aucune compétence résiduelle qui lui permettrait de régler de manière plus générale le domaine du jeu. A l'inverse, il n'y a pas lieu de réserver les prescriptions fédérales relatives aux maisons de jeu, dès lors qu'il s'agit aujourd'hui d'une matière totalement distincte, dans laquelle le canton a déjà pris les dispositions d'application nécessaires (cf. loi du 19 juin 2001 d'application de la loi fédérale sur les maisons de jeu, RSF 946.2). Pour ce motif, l'alinéa 2 de l'actuel article 1 est supprimé.

Art. 2 But

Le contenu de cette disposition reprend globalement les buts que s'était initialement fixés le législateur fribourgeois. Le principe de l'autorisation d'exploiter des appareils de jeu entrant dans sa sphère de compétence n'est ainsi pas remis en question. Un certain nombre de restrictions portant par exemple sur la limitation du nombre d'appareils à sous, sur leur mode d'utilisation ou encore sur la pose obligatoire d'un compteur destiné à garantir la transparence des mises sont en revanche annoncées, confirmant de la sorte l'idée d'un compromis entre les partisans de l'interdiction d'une activité potentiellement dommageable pour la société et les adeptes d'un mouvement très libéral.

Art. 3 Définitions

Il est fondamental d'expliciter les diverses notions contenues dans la loi à la lumière des limites importantes imposées par le droit fédéral à son champ d'application.

Dans ce nouveau contexte, un appareil de jeu sera soit un appareil à sous servant aux jeux d'adresse, soit un appareil de distraction. Pour faire partie de la première catégorie, l'appareil en question devra impérativement avoir reçu l'homologation de la Commission fédérale des maisons de jeu, au travers de laquelle il aura été établi que la chance de réaliser un gain en argent ou d'obtenir un autre avantage matériel dépend incontestablement de l'habileté du joueur. Il ne subsiste à cet égard plus aucun doute sur le sort à réserver aux appareils à jetons ou à points servant aux jeux d'adresse, qui entrent clairement dans cette première catégorie et qui ne seront plus, comme par le passé, considérés comme de simples jeux de distraction. Cette dernière catégorie est destinée précisément à des jeux qui, à l'instar d'un flipper ou d'un jeu vidéo, exclut tout avantage matériel ou pécuniaire pour son utilisateur, se contentant de lui permettre de se divertir.

La notion de salon de jeu est quant à elle maintenue. Elle correspond au seul endroit commercial qui, avec un établissement public, est susceptible d'abriter des appareils de jeu. Elle se distingue néanmoins d'un établissement public ordinaire, dès lors que son exploitant n'a pas la possibilité de proposer à la clientèle un service de boissons et/ou de mets et n'a pour cette raison pas à acquérir une formation professionnelle particulière.

Art. 5 al. 2 let. d et al. 3

A l'instar d'autres activités commerciales soumises à autorisation et à taxe, le titulaire d'une autorisation d'exploiter des appareils à sous doit remettre à l'autorité des informations sous forme de déclaration de mises enregistrées par les compteurs installés sur chaque appareil. La tâche opérationnelle de taxation revient en soi au Service de la police du commerce. En l'absence de déclaration, ce qui de fait ne s'est jamais présenté, il se justifie de laisser au Service précité le soin de procéder à la taxation sur la base des dossiers dont il dispose, conformément aux nouvelles attributions du Conseil d'Etat et de ses Directions.

Dans cette optique, il se justifie de supprimer la compétence conférée à la Direction de la sécurité et de la justice par l'alinéa 3 et de la transférer à son organe d'exécution.

Art. 6 al. 2 let. b, c et d (nouvelle) et al. 3

La décision d'octroi de patente pour un nouveau salon de jeu revêt une dimension importante et intervient au terme d'une procédure de préavis, au cours de laquelle tant les autorités locale et préfectorale que l'ensemble des organes techniques concernés sont appelés à se prononcer. La durée de validité de l'autorisation est en principe limitée à cinq ans et la procédure de renouvellement qui intervient alors se borne à vérifier le respect des conditions initiales. Il est ainsi légitime d'en confier l'exécution au Service.

Il n'est par ailleurs plus prévu de prélever une taxe particulière en relation avec l'exploitation d'un salon de jeu. La taxe perçue dans ce cas correspondra aux taxes prévues pour l'ensemble des appareils de jeu installés dans le salon. Un commentaire plus détaillé sur ce point est formulé à propos de l'article 45.

Le nouvel alinéa 3 proposé concrétise enfin le transfert de compétences opéré entre la Direction et le Service pour toutes les tâches résiduelles d'exécution, conformément aux options prises récemment dans le cadre de la nouvelle organisation du Conseil d'Etat et de ses Directions.

Art. 7 al. 1 let. b

Dans la mesure où le projet propose la suppression de la limitation du nombre d'appareils de distraction dans un établissement public et dans la mesure où, de façon plus générale, de tels appareils ne représentent pas de risque particulier pour le public et n'ont donc pas à être installés dans un endroit sous constante surveillance, il se justifie de mieux cerner le rôle de la Police cantonale en restreignant dans ce contexte ses contrôles aux seuls appareils à sous.

Art. 9 al. 2 (nouveau)

Depuis 1996, la législation sur les établissements publics et la danse connaît la réclamation comme voie intermédiaire de contestation d'une taxe d'exploitation. Ce système, largement développé en matière fiscale, a fait ses preuves et permet de régler une très grande partie des problèmes sans accroître la charge de la Cour fiscale du Tribunal administratif. Il est hautement justifié de l'introduire pour les appareils de jeu et de permettre de la sorte au Service de la police du commerce d'apporter, le cas échéant, des corrections justifiées à certaines décisions.

Art. 10 titre médian

La modification du titre médian est d'ordre purement formel et dictée par l'abrogation de l'article 11.

Art. 11

Cette disposition n'a aucune portée pratique. Dans les faits, l'autorisation d'exploiter un appareil de jeu est accordée au propriétaire de la machine, dans la grande majorité des cas à une entreprise de jeu. Plus importante en revanche est la question de l'utilisation qui est faite de l'appareil. Or, la responsabilité de cette dernière revient à l'exploitant du salon de jeu ou de l'établissement public qui l'abrite.

Art. 12

Les numéros d'articles mentionnés dans les deux alinéas de cette disposition sont adaptés aux modifications proposées.

Art. 13 al. 2

La notion de machine à sous est remplacée par celle d'appareil à sous servant aux jeux d'adresse conformément à la nouvelle terminologie introduite dans la loi.

Art. 14 et 15

Ces deux dispositions sont intégrées aujourd'hui dans une section contenant des prescriptions applicables à l'ensemble des appareils de jeu, soit aux appareils à sous servant aux jeux d'adresse et aux appareils de distraction. S'il existe des motifs suffisants de conserver les restrictions qu'elles prévoient pour les jeux à sous, à jetons ou à points, il n'existe en revanche pas de raison de les imposer encore aux jeux de distraction qui ne représentent en soi aucun danger potentiel pour leur utilisateur.

Les articles concernés sont par conséquent déplacés dans la section 2 et deviennent les articles 17a et 17b du projet.

Art. 17a (nouveau)

Cette disposition reprend matériellement le contenu de l'ancien article 14 et s'applique désormais strictement aux appareils à sous servant aux jeux d'adresse, dans leur version ordinaire, à jetons ou à points. Le maintien d'une surveillance se justifie au vu du danger résiduel que représentent ces machines pour le joueur.

Art. 17b (nouveau)

Cette disposition est une reprise partielle du contenu de l'ancien article 15. Le projet propose en effet de limiter à deux, comme par le passé, le nombre d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse dans les établissements publics. Il doit être précisé toutefois que cette restriction touche tous les appareils permettant la réalisation d'un gain ou d'un avantage matériel. En revanche, le nombre d'appareils de distraction n'est plus limité, tant il est vrai que ce nombre, qui ne porte aucun préjudice à la population, est davantage tributaire de la place à disposition dans l'établissement, du genre de clientèle et, de manière plus générale, de la politique d'entreprise du cafetier-restaurant.

Art. 19 Gains

Dans le projet initial du 29 juin 2004, la valeur maximale des gains fixée à 50 francs était confirmée pour tous les appareils à sous servant aux jeux d'adresse. Dans le même sens, la teneur de l'article 18 portant sur une limitation de la mise à 2 francs par partie et par appareils était maintenue. Le Grand Conseil a pour sa part opté pour une

augmentation de la mise à 5 francs et pour une suppression de toute limite de gain, considérant que cette dernière ressortait indirectement des critères d'homologation de chaque appareil. L'effet incitatif indéniable qui serait résulté de ces décisions a été clairement sanctionné par le peuple fribourgeois. Il convient aujourd'hui, dans un esprit de plus grande cohérence avec les buts fondamentaux inscrits au début de la loi, de conserver sur ces points le régime actuel, parfaitement adaptable à la nouvelle génération de jeux d'adresse.

Le taux de restitution imposé jusqu'ici dans le canton aux machines à sous traditionnelles ne saurait en revanche être retenu pour ces nouveaux appareils. Il est en effet en contradiction avec les critères d'homologation fédérale, qui exigent précisément que, par son habileté, le joueur soit en mesure d'influencer le déroulement du jeu et d'augmenter ses chances de gain.

Art. 20

Dans le projet initial, l'interdiction de la mise en réserve d'argent pour les jeux d'adresse a été maintenue en tant que moyen efficace de lutte contre le jeu pathologique. Le Grand Conseil y a lui-même renoncé, préférant là encore se référer à l'homologation de ces appareils. Il se justifie effectivement, d'un point de vue pratique, de prendre en compte le fait que les jeux homologués permettent au joueur d'introduire des billets ou des pièces dont la valeur est supérieure à la mise maximale admise par partie. Ces mêmes machines permettent également au joueur de remettre en jeu tout ou partie du gain obtenu sans avoir à réintroduire l'argent gagné. Il convient pourtant de relever que chaque appareil sur le marché offre dans tous les cas et en tout temps la faculté de récupérer le solde de l'enjeu ou du gain réalisé. Il importe par ailleurs et surtout de prendre conscience du fait que la véritable protection du joueur réside plutôt dans la limitation par partie des mises et des gains et dans l'attractivité «contrôlée» qui en résulte.

Sur la base de cette réflexion, le nouveau projet propose en définitive la suppression du principe d'interdiction de la réserve d'argent et évite par la même une adaptation technique des appareils en exploitation pour le seul canton de Fribourg.

Art. 21 al. 1 et 22

Les modifications proposées sont purement terminologiques.

Art. 23 al. 1

La modification proposée est avant tout terminologique. L'âge de la majorité civile étant fixé à 18 ans, elle profite en outre d'adapter la disposition dans ce sens.

Art. 34 al. 1

L'exploitation d'un salon de jeu est une activité commerciale qui ne peut être admise que dans certaines zones, conformément à la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions. Il n'est pas nécessaire d'être plus restrictif et une demande de patente dans ce sens est d'ores et déjà soumise à l'ensemble des services techniques compétents qui ont ainsi toutes les possibilités de formuler leurs exigences. Pour le reste, cette activité ne génère pas de nuisances particulières et les horaires qui lui sont accordés tendraient même à démontrer que la pré-

sence voisine d'un établissement hospitalier n'aurait rien d'incompatible. Quant aux écoles, elles disposent en principe d'un règlement interne suffisant pour empêcher les élèves de se divertir en dehors de l'enceinte scolaire durant les heures de cours. Hors du contexte scolaire, c'est l'âge d'admission fixé par le législateur qui doit être déterminant pour sélectionner la clientèle d'un salon de jeu, à l'instar d'une salle de cinéma ou d'un établissement public.

Art. 35

L'augmentation à dix du nombre d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse susceptibles d'être exploités dans un salon de jeu a été clairement considérée comme excessive par le peuple fribourgeois. Cette situation doit dès lors être revue dans un sens plus raisonnable, qui tienne compte des risques sociaux que représentent ces appareils pour le public. Miser sur le manque actuel d'intérêt du joueur pour cette génération de jeux et favoriser leur installation dans l'idée de compenser par le nombre les pertes que connaissent leurs propriétaires et leurs exploitants reviendrait à faire fi de la ténacité de ces derniers dans le développement constant de prototypes susceptibles un jour de recouvrir le succès. A cet égard et compte tenu de la volonté populaire, la version initiale du projet portant à cinq le nombre de ces appareils doit encore être qualifiée de trop libérale. Elle est ainsi revue dans le présent projet qui maintient finalement à deux le nombre d'appareils à sous pouvant être mis à disposition de la clientèle d'un salon de jeu. Il sied de rappeler que cette limitation concerne également d'éventuelles variantes de ces appareils offrant elles aussi au joueur la chance de réaliser un gain. Dans la mesure où ce qui n'est pas interdit est autorisé, il est en revanche inutile de maintenir le contenu de l'actuel alinéa 2.

Art. 39 al. 1

L'âge d'admission aux salons de jeu (18 ans) est maintenu. La nouvelle formulation proposée remplace le terme de «mineurs» par celui de «personnes», tenant ainsi compte du fait que la majorité est aujourd'hui fixée à 18 ans.

Art. 44 titre médian, al. 1 let. a et al. 3

La modification proposée est partiellement d'ordre terminologique. Elle est également la conséquence de l'abrogation de l'article 45.

Le projet reprend par ailleurs l'idée exprimée par le Grand Conseil dans sa loi du 14 décembre 2004, selon laquelle une majoration de la taxe prélevée actuellement sur les appareils à sous pourrait, à l'instar d'autres secteurs du jeu, servir au financement de projets sociaux en lien avec la prévention et le traitement du jeu pathologique. Une majoration plus importante serait par contre disproportionnée, si l'on tient compte de l'absence actuelle d'attractivité des machines concernées.

Art. 45

Le calcul de la taxe d'exploitation d'un salon de jeu consistant à doubler les taxes individuelles fixées pour chaque appareil de jeu qu'il abrite a été jugé inconstitutionnel par le Tribunal administratif. Depuis 1998, cette disposition n'est donc plus appliquée comme telle et seule une légère majoration est encore imposée à l'exploitant. La possibilité donnée désormais aux tenanciers d'établissements publics d'installer des appareils de dis-

traction identiques en genre et en nombre plaide en faveur d'une renonciation totale à la perception d'une taxe différenciée qui sera dans les deux cas calculée selon le barème fixé à l'article 44.

Art. 46 titre médian et al. 1

La modification proposée est strictement terminologique.

Art. 47 titre médian et al. 1, phr. intr.

La modification proposée est strictement terminologique.

Art. 48 al. 2

L'abrogation proposée a un lien direct avec la suppression de l'article 45. Désormais, les appareils de jeu installés dans un salon de jeu sont taxés selon un système identique à celui qui prévaut dans les établissements publics.

Art. 50 al. 1 let. c, d et f et al. 1^{bis}

Les numéros d'articles mentionnés dans cette disposition sont adaptés aux modifications proposées.

Incidences financières et en personnel

Sur le principe, les modifications proposées par le projet ne devraient pas avoir d'influence négative sur les recettes de l'Etat en matière de jeu. Deux appareils à sous pourront en effet, comme par le passé, être exploités dans un établissement public ou dans un salon de jeu. En outre, le nombre d'appareils de distraction devrait augmenter, dans la mesure où la limite imposée jusqu'ici aux exploitants d'établissements publics est abolie.

Dans les faits pourtant, il est désormais établi qu'en raison du succès très mitigé remporté par la génération de jeux d'adresse auprès du public et indépendamment donc des options légales prises par le canton, les taxes d'exploitation globalement perçues par le Service de la police du commerce seront très nettement inférieures.

Les constats sont les suivants:

1. Le 1^{er} avril 2005, les machines à sous traditionnelles en exploitation dans les établissements publics et les salons de jeu ont toutes été retirées du marché et strictement réservées au casino. Les dernières taxes cantonales qui y sont associées seront, selon le système en place, perçues en 2006 sur la base de la déclaration par les exploitants des mises enregistrées par les compteurs. Cette ultime taxation représentera un montant de l'ordre de 220 000 francs.
2. Globalement, depuis cette date, les appareils en question ont été remplacés par des appareils à sous servant aux jeux d'adresse. Les premières déclarations de mises produites mais aussi une simple observation du comportement des joueurs ne laissent planer aucun doute sur le produit des taxes à en attendre pour l'Etat. Calculées en pour mille des mises, ces taxes ne devraient guère plus représenter qu'un tiers des recettes actuelles qui, depuis 2000, s'élevaient à environ 1 million de francs par année.
3. Le domaine du jeu de distraction, largement libéralisé par le projet, subira quant à lui une évolution potentiellement favorable. Un nombre plus élevé de ces appareils dans les établissements publics devrait dès lors permettre la perception annuelle de quelque 200 000 francs en lieu et place des 150 000 francs actuels.

4. Il sied néanmoins de relever que la perte globale attendue dans ce secteur est compensée par la rétrocession au canton du 40% de l'impôt que la Confédération préleve sur le produit brut des jeux du casino. Pour l'année 2004, cet impôt a représenté un montant de 1 590 000 francs. En 2005, ce montant devrait atteindre environ 2 600 000 francs.

Le projet de loi n'a en revanche pas de conséquence en matière de personnel et n'a pas davantage d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Comme déjà relevé, l'un des principaux objectifs poursuivis tend à adapter le texte de loi actuel à la législation fédérale sur les maisons de jeu.

Conformité au droit de l'UE

Aucun acte de l'Union européenne ne règle le domaine des jeux. Cela dit, la Cour européenne de justice a admis que les législations pouvaient, dans leur propre intérêt culturel et social, restreindre dans ce domaine la liberté de prestation de services jusqu'à imposer des interdictions, tant que ces mesures n'étaient pas discriminatoires. En l'espèce, les systèmes d'autorisation prévus pour les appareils de jeu et les salons de jeu, applicables sans discrimination de nationalité, correspondent aux exigences du droit de l'Union européenne.

BOTSCHAFT Nr. 250 7. März 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes
über die Spielapparate und Spielsalons

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf (nachstehend: der Entwurf) zur Änderung des Gesetzes über die Spielapparate und Spielsalons

1. NOTWENDIGKEIT DER REVISION

Im Bereich des Spiels hat sich in den letzten Jahren vieles geändert: Gestützt auf Artikel 106 der Bundesverfassung haben die Eidgenössischen Räte am 18. Dezember 1998 das neue Bundesgesetz über Glücksspiele und Spielbanken (SBG) verabschiedet. Dieses Gesetz ist am 1. April 2000 in Kraft getreten und führt eine grundlegende Unterscheidung ein zwischen Glücksspielen, für die ausschliesslich der Bund zuständig ist, und Geschicklichkeitsspielen, die in die Zuständigkeit der Kantone fallen. Während die Glücksspiele nur in Casinos betrieben werden dürfen, können die Kantone den Betrieb von Geschicklichkeitsspielen auch an anderen Orten zu lassen.

Während einer Übergangsfrist, die am 31. März 2005 abgelaufen ist, wurden die traditionellen Glücksspielautomaten unter bestimmten Bedingungen noch in Gaststätten und Spielsalons toleriert. Seither wurden, unter der Aufsicht der Eidgenössischen Spielbanken-kommission und der kantonalen Ausführungsbehörden, diese Apparate endgültig aus diesen Betriebsstätten entfernt. Sie wurden meist durch Spiele der neuen Generation, die als Geschicklichkeitsspielautomaten homologiert sind, ersetzt.

Das Freiburger Gesetz über die Spielapparate und Spielsalons muss zwingend an diese Änderungen angepasst werden, denn es enthält mehrere Bestimmungen, die mit

dem neuen Bundesrecht nicht vereinbar sind. Sein Anwendungsbereich erstreckt sich nur noch auf die Geschicklichkeitsspiele und Unterhaltungsapparate. Es regelt die Aufstellung und den Betrieb dieser Spiele und trägt dabei ihren Eigenschaften sowie den mit ihnen verbundenen Risiken Rechnung.

Ein erster Gesetzesentwurf wurde vom Staatsrat bereits am 29. Juni 2004 dem Grossen Rat unterbreitet. Dieser Entwurf stellte eine Kompromisslösung dar und trug den besonderen Verhältnissen unseres Kantons, der den Betrieb von Spielautomaten ausserhalb von Casinos seit vielen Jahren erlaubt hat, Rechnung. Er wurde indes von der grossrätlichen Kommission wesentlich abgeändert, worauf der Grossen Rat am 14. Dezember 2004 nach langen Debatten eine liberale Haltung annahm und eine für die Betreiber der Spielautomaten deutlich günstigere Fassung verabschiedete. In der Volksabstimmung vom 25. September 2005 wurde dieses Gesetz schliesslich mit 61,4% der Stimmen verworfen. Aus diesem Grund unterbreitet Ihnen der Staatsrat heute einen neuen Entwurf, der die ursprünglichen Optionen wieder aufnimmt. Dieser Entwurf kommt den Interessen der im Kanton gut vertretenen Automatenindustrie teilweise entgegen, setzt jedoch dem Spielbetrieb und den damit verbundenen sozialen Problemen auch klare Grenzen.

2. DIE WICHTIGSTEN OPTIONEN

Die wichtigsten Optionen des Entwurfs können wie folgt zusammengefasst werden:

- Der Entwurf bekräftigt die Möglichkeit, Geschicklichkeitsspielautomaten und Unterhaltungsapparate in öffentlichen Gaststätten und Spielsalons zu betreiben. Er enthält genaue Definitionen dieser zwei Appartetypen, und zwar in einer Form, die jede Doppeldeutigkeit ausschliesst. Die Jeton- oder Punkteversionen der Geldspielapparate werden diesen somit gleichgestellt.
- Sowohl in den Gaststätten wie auch in den Spielsalons bleibt die Anzahl Spielapparate, die einen Gewinn ermöglichen, auf zwei beschränkt. Die zahlenmässige Beschränkung der Unterhaltsapparate in den Gaststätten wird hingegen aufgehoben.
- Der Begriff des Spielsalons wird beibehalten. Anders als im ersten Entwurf bleibt jedoch die Bedürfnisklausel, die die Anzahl solcher Spielsalons beschränkt, bestehen. Nachdem in der Volksabstimmung einer Liberalisierung des Spiels eine klare Absage erteilt wurde, ist der Staatsrat zum Schluss gelangt, dass die bisherigen Beschränkungen beizubehalten sind. Es ist zu betonen, dass die Automatenindustrie selbst nie grosses Interesse am Betrieb von Spielsalons gezeigt hat.
- Die Höchsteinsätze und -gewinne werden im Vergleich zum heutigen Gesetz nicht erhöht und betragen somit weiterhin 2 Franken (Einsatz) bzw. 50 Franken (Gewinn) pro Spiel.
- Der obligatorische Rückerstattungssatz sowie das Speicherverbot werden aufgehoben.
- Die Betriebsabgabe für Geschicklichkeitsspielautomaten wird auf 7% erhöht, wovon ein Teil für soziale Projekte verwendet wird.

Zum Vergleich werden nachstehend die wesentlichen Punkte der bisherigen Gesetze bzw. Entwürfe vorgestellt.

2.1 Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons

In einer **Gaststätte** dürfen höchstens drei Spielapparate betrieben werden, wovon höchstens zwei **Geldspielapparate** sein dürfen (Art. 15).

Der **Einsatz** eines Geldspielautomaten darf **2 Franken** pro Partie und pro Apparat nicht übersteigen (Art. 18).

Die **Gewinne** dürfen **50 Franken** nicht übersteigen (Art. 19 Abs.1).

Die Geldspielautomaten müssen im Durchschnitt **85% der Einsätze zurückerstellen** (Art. 19 Abs.2).

Geldspielautomaten, die eine **Speicherung** der Einsätze oder der Gewinne ermöglichen, sind **untersagt** (Art. 20).

Ein Patent für den Betrieb eines Spielsalons kann nur in einer Gemeinde von **mindestens 3000 Einwohnern** erteilt werden; ein zusätzliches Patent kann jeweils pro zusätzliche Tranche von 5000 Einwohnern erteilt werden (Art. 33).

In einem **Spielealon** dürfen höchstens **zwei Geldspielautomaten** aufgestellt werden. Die Unterhaltungsapparate sind hingegen in ihrer Anzahl nicht beschränkt (Art. 35).

Jugendliche unter **18 Jahren** haben keinen Zutritt zu **Spielealons** (Art. 39).

Die **Betriebsabgabe** pro Geldspielautomat wird auf **5%** der registrierten Einsätze festgelegt (Art. 44).

2.2 Gesetzesentwurf vom 29. Juni 2004 zur Änderung des Gesetzes über die Spielapparate und Spielesalons

In einer **Gaststätte** können höchstens **zwei Geschicklichkeitsspielautomaten** betrieben werden (Art. 17b).

Der **Höchsteinsatz** beträgt weiterhin **2 Franken** (Art. 18 unverändert).

Der **Höchstgewinn** beträgt weiterhin **50 Franken** (Art. 19 Abs.1).

Der **Rückerstattungssatz** wird **aufgehoben** (Art. 19 Abs. 2).

Die **Speicherung** der Einsätze und Gewinne bleibt **untersagt** (Art. 20 unverändert).

Die **Bedürfnisklausel** wird **aufgehoben** (Art. 33).

Der Betreiber eines **Spielealons** darf seiner Kundschaft nicht mehr als **fünf Geldspielautomaten** zur Verfügung stellen (Art. 35).

Jugendliche unter **18 Jahren** haben wie bisher keinen Zutritt zu **Spielealons** (Art. 39).

Die **Betriebsabgabe** für Geldspielautomaten beträgt weiterhin **5%** (Art. 44).

2.3 Gesetz vom 14. Dezember 2004 zur Änderung des Gesetzes über Spielapparate und Spielesalons

In einer **Gaststätte** können höchstens **zwei Geschicklichkeitsspielautomaten** betrieben werden (Art. 17b) [entspricht dem Entwurf des Staatsrates].

Der **Höchsteinsatz** darf **fünf Franken** pro Spiel und pro Apparat nicht übersteigen (Art. 19 Abs. 1) [liberaler als der Entwurf des Staatsrates].

Die **Gewinne** sind nach oben **nicht mehr begrenzt** (Art. 19) [liberaler als der Entwurf des Staatsrates].

Der **Rückerstattungssatz** wird **aufgehoben** (Art. 19) [entspricht dem Entwurf des Staatsrates].

Das **Verbot der Speicherung** der Einsätze und Gewinne wird **aufgehoben**; es gelten einzig die Bedingungen der Homologierung (Art. 19) [liberaler als der Entwurf des Staatsrates].

Die **Bedürfnisklausel** wird **aufgehoben** (Art. 33) [entspricht dem Entwurf des Staatsrates].

Der Betreiber eines **Spielealons** darf seiner Kundschaft nicht mehr als **zehn Geschicklichkeitsspielautomaten** zur Verfügung stellen. Die Anzahl Unterhaltungsapparate muss höher sein als die Anzahl Geschicklichkeitsspielautomaten (Art. 35) [liberaler als der Entwurf des Staatsrates].

Jugendliche unter **18 Jahren** haben wie bisher keinen Zutritt zu **Spielealons** (Art. 39) [entspricht dem Entwurf des Staatsrates].

Die **Betriebsabgabe** für Geschicklichkeitsspielautomaten wird auf **7%** der registrierten Einsätze festgelegt. Davon werden **2%** für soziale Projekte im Rahmen der Prävention und der Bekämpfung von Suchtkrankheiten verwendet. (Art. 44) [neuartige Massnahme, die die Anbieter von Spielen verpflichtet, sich an der Bekämpfung der Spielsucht zu beteiligen].

3. DIE SITUATION IN DER SCHWEIZ

Im Jahre 1992, d.h. als der damalige Gesetzesentwurf zur Diskussion stand, war der Betrieb von Geldspielapparaten ausserhalb von Spielbanken in dreizehn Schweizer Kantonen erlaubt (Zürich, Luzern, Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Zug, Freiburg, Schaffhausen, Appenzell-Innerrhoden, Appenzell-Ausserrhoden, Aargau und Thurgau). Der Kanton Freiburg war somit der einzige Westschweizer Kanton, der den Betrieb von Geldspielapparaten auf seinem Gebiet gestattete.

Seither hat sich in dieser Hinsicht nicht viel verändert. Im Kanton Zürich wurde eine Volksabstimmung durchgeführt, die den vollständigen Verzicht auf Geschicklichkeitsspielautomaten zur Folge hatte. Einzig der Kanton Bern, wo die Geldspielautomaten seit jeher verboten waren, hat nun die Aufstellung solcher Apparate in unbegrenzter Zahl in «Mini-Casinos», die heute in Thun, Gstaad und Biel betrieben werden, gestattet. Dieser Kanton hat zudem den Betrieb von Geschicklichkeitsspielautomaten in einer Jeton-Version in Spielealons und Gaststätten zugelassen.

In den anderen Westschweizer Kantonen ist der Betrieb von Spielapparaten, die einen Gewinn ermöglichen, ausserhalb von Casinos weiterhin verboten. Der Kanton Wallis hat zwar, in Anlehnung an die Berner Lösung, einen Entwurf erarbeitet, der den Betrieb von so genannten Mini-Casinos in touristischen Gemeinden erlaubt. Dieser Entwurf wird jedoch gegenwärtig nicht weiter verfolgt.

Da wo sie zugelassen sind, können übrigens die Spielapparate nur in Spielealons oder Gaststätten betrieben werden. Je nach Kanton ist die Höchstzahl unterschiedlich, doch ist sie in den Spielealons regelmässig höher als in Gaststätten. In den Gaststätten liegt die Grenze zwischen einem und vier Apparaten, während in Spielealons z.B.

im Kanton Appenzell Ausserrhoden bis zu zwanzig Apparate aufgestellt werden können.

Die Einsätze sind in den meisten Kantonen auf einen oder zwei Franken beschränkt (1 Franken in den Kantonen Uri, Glarus, Appenzell Innerrhoden, Zug und Thurgau; 2 Franken in Luzern, Nidwalden und Schaffhausen). Einige Kantone setzen die Grenze allerdings bei fünf Franken an (Aargau, Obwalden, Appenzell Ausserrhoden). Die Gewinne schliesslich variieren je nach den Homologierungsbedingungen der Apparate zwischen 20 Franken (Zug) und 500 Franken (Appenzell Ausserrhoden) pro Partie.

4. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN BESTIMMUNGEN

Art. 1 Abs. 1 Bst. a und Abs. 2

Die Bundesgesetzgebung über die Spielbanken regelt seit dem 1. April 2000 auf umfassende Weise den Betrieb und die Benützung von Glücksspielen auf nationaler Ebene. Diese Spiele sind ausschliesslich den Spielbanken mit einer Bundeskonzession vorbehalten. Den Kantonen steht es ihrerseits frei, den Bereich der Geschicklichkeitsspiele nach ihrem Gutdünken zu regeln, jedoch nur für Apparate, die durch die Bundesbehörde homologiert wurden. Ferner können die Kantone auch im Bereich der reinen Unterhaltungsspiele frei legiferieren.

Diesbezüglich gilt es, den Gegenstand des kantonalen Gesetzes genauer zu definieren. Der Kanton verfügt nicht mehr über eine Restkompetenz, welche ihm erlauben würde, das Spielwesen auf allgemeinere Art zu regeln. Andererseits besteht auch keine Veranlassung, die Bundesvorschriften über die Spielbanken vorzubehalten, da es sich hier um eine völlig anderen Bereich handelt, in welchem der Kanton bereits die notwendigen Vollzugsbestimmungen verabschiedet hat (siehe Ausführungsge setz vom 19. Juni 2001 zum Spielbankengesetz des Bundes, SGF 946.2). Aus diesem Grund wird der zweite Absatz des heutigen Artikels 1 aufgehoben.

Art. 2 Zweck

Diese Bestimmung greift insgesamt die Zielsetzungen auf, die der Freiburger Gesetzgeber ursprünglich festgelegt hatte. So wird bestätigt, dass die Betriebsbewilligung von Spielapparaten grundsätzlich in seinen Kompetenzbereich fällt. Hingegen werden einige Einschränkungen, beispielsweise die Beschränkung der Anzahl Geldspielapparate oder der Nutzungsart sowie die obligatorische Installation von Zählern, die bei den Einsätzen für die nötige Transparenz sorgen sollen, angekündigt. Auf diese Weise wird der Kompromiss zwischen den Verfechtern eines Verbots einer potenziell für die Gesellschaft schädlichen Aktivität und den Anhängern einer sehr liberalen Stossrichtung bekräftigt.

Art. 3 Definitionen

Eine grundlegende Aufgabe besteht darin, die verschiedenen im Gesetz enthaltenen Begriffe unter Berücksichtigung der wesentlichen Einschränkungen des Bundesrechtes bezüglich seines Anwendungsbereichs klar zu formulieren.

In diesem Sinne ist ein Spielapparat entweder ein Geschicklichkeitsspielautomat oder ein Unterhaltungsap-

parat. Um zur ersten Kategorie gerechnet zu werden, muss ein Spielapparat zwingend von der Eidgenössischen Spielbankenkommission homologiert worden sein, damit diese feststellen kann, ob die Aussicht auf einen Bargewinn oder auf einen anderen materiellen Vorteil offensichtlich von der Geschicklichkeit des Spielers abhängt. Überdies wird jeglicher Zweifel hinsichtlich der Beurteilung von Jeton- oder Punktespielautomaten ausgeräumt; diese fallen eindeutig in die erste Kategorie und werden nicht mehr wie bisher als reine Unterhaltungsspiele betrachtet. Letztere Kategorie ist insbesondere für Spiele bestimmt, die wie Flipper oder Videospiele jeglichen materiellen oder finanziellen Vorteil für die Benutzer ausschliessen und ausschliesslich der Unterhaltung dienen.

Der Begriff des Spielsalons wird beibehalten. Der Spiel salon ist neben den öffentlichen Gaststätten der einzige Geschäftsraum, in welchem Spielapparate betrieben werden können. Er unterscheidet sich jedoch insofern von einer gewöhnlichen öffentlichen Gaststätte, als sein Betreiber seiner Kundschaft keinen Getränke- und/oder Speiseservice anbieten darf und aus diesem Grund keine besondere Berufsausbildung absolvieren muss.

Art. 5 Abs. 2 Bst. d und Abs. 3

Wie bei anderen abgabepflichtigen gewerblichen Tätigkeiten muss der Inhaber einer Bewilligung für Geldspielautomaten der zuständigen Behörde Informationen bezüglich der in jedem Apparat registrierten Einsätze liefern. Das Einziehen der Abgabe obliegt dem Amt für Gewerbepolizei. Falls ein Betreiber seiner Informationspflicht nicht nachkommt, was bisher allerdings noch nie eingetreten ist, muss das Amt für Gewerbepolizei gestützt auf die vorhandenen Informationen eine Taxierung von Amtes wegen vornehmen können.

In diesem Sinne rechtfertigt es sich, die im 3. Absatz erwähnte Zuständigkeit dem Amt für Gewerbepolizei zu übertragen, was auch der heute üblichen Kompetenzverteilung in der Verwaltung entspricht.

Art. 6 Abs. 2 Bst. b, c und d (neu) und Abs. 3

Dem Entscheid über die Patenterteilung für einen neuen Spielsalon kommt eine grosse Bedeutung zu; vor dem Entscheid werden die Gemeindebehörden, das Oberamt sowie alle betroffenen technischen Organe angehört. Die Gültigkeitsdauer der Bewilligung ist grundsätzlich auf fünf Jahre beschränkt. Beim anschliessenden Erneuerungsverfahren wird hingegen lediglich kontrolliert, ob die zu Beginn festgesetzten Bedingungen auch eingehalten werden. Es rechtfertigt sich daher, den Entscheid be treffend Erneuerung der Bewilligung dem Amt zu belassen.

Es ist zudem nicht mehr vorgesehen, eine spezielle Betriebsabgabe für den Spielsalon zu erheben. Die in diesem Falle erhobene Abgabe entspricht nunmehr den Abgaben für alle im Salon aufgestellten Spielapparate. Ein ausführlicher Kommentar hierzu findet sich unter den Bemerkungen zu Artikel 45.

Der vorgeschlagene neue Absatz 3 konkretisiert schliesslich die Übertragung von Zuständigkeiten von der Direktion an das Amt für alle restlichen Vollzugaufgaben, gemäss den kürzlich im Rahmen der Neuorganisation des Staatsrates und seinen Direktionen beschlossenen Vorgaben.

Art. 7 Abs. 1 Bst. b

Der vorliegende Entwurf sieht die Aufhebung der zahlenmässigen Beschränkung der Unterhaltungsapparate in Gaststätten vor. Da diese Apparate keine besondere Gefahr darstellen und deshalb auch nicht an einem Standort mit ständiger Beaufsichtigungsmöglichkeit stehen müssen, scheint es gerechtfertigt, die Kontroll-funktionen der Kantonspolizei auf die Geldspielautomaten zu beschränken.

Art. 9 Abs. 2 (neu)

Seit 1996 kennt die Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz die Einsprache als erstes Mittel, um eine Betriebsabgabe anzufechten. Dieses im Steuerwesen weit verbreitete System hat sich bewährt und erlaubt es, einen grossen Teil der Probleme zu regeln, ohne den Steuergerichtshof des Verwaltungsgerichts zu belasten. Es ist daher sinnvoll, dieses System für den Bereich der Spielapparate einzuführen und dem Amt für Gewerbe-polizei die Gelegenheit zu geben, gegebenenfalls bei gewissen Entscheiden gerechtfertigte Korrekturen anzu-bringen.

Art. 10 Artikelüberschrift

Die Änderung der Artikelüberschrift hat einen rein formalen Charakter und ist durch die Aufhebung von Artikel 11 bedingt.

Art. 11

Diese Bestimmung hat keine praktische Tragweite. In der Praxis wird die Bewilligung für den Betrieb eines Spielapparates dem Besitzer des Apparates, der in den meisten Fällen ein Spielapparatehersteller ist, erteilt. Viel wichtiger ist hingegen die Frage nach der Benützung des Apparates. Diese Verantwortung obliegt dem Betreiber des Spielsalons oder der öffentlichen Gaststätte, in der die Apparate aufgestellt sind.

Art. 12

Die Artikelnummern in beiden Absätzen werden gemäss den vorgeschlagenen Änderungen angepasst.

Art. 13 Abs. 2

Der neuen Terminologie des Gesetzes folgend, wird der Begriff «Spielapparat» durch «Geschicklichkeitsspielau-tomat» ersetzt.

Art. 14 und 15

Diese beiden Bestimmungen befinden sich gegenwärtig in einem Abschnitt, der auf alle Spielapparate Anwendung findet, d.h. auf Geschicklichkeitsspielautomaten und auf Unterhaltungsapparate. Wenn es genügend Gründe für die Beibehaltung von Beschränkungen bei Geld-, Jeton- und Punktespielen gibt, erscheint es hingegen nicht angebracht, solche Beschränkungen weiterhin für Unterhaltungsspiele vorzuschreiben, da letztere an sich keine potenzielle Gefahr für deren Benutzer darstellen.

Die betreffenden Artikel werden demzufolge in den Abschnitt 2 übertragen und tragen nunmehr die Artikelnummern 17a und 17b des Entwurfes.

Art. 17a (neu)

Diese Bestimmung nimmt faktisch den Inhalt des früheren Artikels 14 auf und gilt fortan ausschliesslich für Geschicklichkeitsspiele, sei dies in der ordentlichen Version oder in der Jeton- oder Punkteversion. Es rechtfertigt sich, in diesem Bereich eine Aufsicht beizubehalten, da diese Apparate für die Spieler weiterhin eine gewisse Gefahr beinhalten können.

Art. 17b (neu)

Diese Bestimmung nimmt teilweise den Inhalt des früheren Artikels 15 auf. So wird vorgeschlagen, wie bis anhin die Anzahl Geschicklichkeitsspielautomaten in öffentlichen Gaststätten auf zwei zu beschränken. Diese Einschränkung betrifft alle Apparate, bei denen ein Bargeldgewinn oder ein materieller Vorteil erzielt werden kann. Dagegen wird die Zahl der Unterhaltungsapparate nicht mehr eingeschränkt, da diese Apparate keinen sozial-schädlichen Charakter aufweisen und deren Anzahl eher von dem zur Verfügung stehenden Platz in den Gaststätten, von der Kundschaft und allgemein von der Unternehmenspolitik des Wirtes abhängig ist.

Art. 19 Gewinne

Im ursprünglichen Entwurf vom 29. Juni 2004 war vorgesehen, die Höchstgrenze für Gewinne bei Geschicklichkeitsspielautomaten auf 50 Franken festzulegen. Ebenso wurde der in Artikel 18 geregelte Höchsteinsatz bei 2 Franken belassen. Der Grosse Rat hat seinerseits den Höchsteinsatz auf 5 Franken festgelegt und bei den Gewinnen jegliche Beschränkung nach oben aufgehoben, da eine solche Beschränkung sich aus der jeweiligen Homologierung der Apparate ergebe. Das Freiburger Stimmvolk hat indes diesen liberalen Optionen, die einen zusätzlichen Anreiz zum Spielen darstellen, eine klare Absage erteilt. In Übereinstimmung mit den Grundzielen dieses Gesetzes scheint es deshalb angebracht, bezüglich der Einsätze und Gewinne die bisherigen Beschränkungen beizubehalten. Der Betrieb der Geschicklichkeitsspielautomaten wird dadurch in keiner Weise beeinträchtigt.

Hingegen kann der Rückerstattungssatz, der für die früheren, traditionellen Geldspiele Anwendung fand, bei den Apparaten der neuen Generation nicht beibehalten werden. Ein solcher Rückerstattungssatz ist in der Tat mit dem Wesen eines Geschicklichkeitsspielautomaten nicht vereinbar, hängt doch die Höhe des Gewinns eben gerade von der Einflussmöglichkeit durch den Spieler ab.

Art. 20

Im ursprünglichen Entwurf war vorgesehen, das Verbot der Speicherung bei den Geschicklichkeitsspielautomaten beizubehalten, da dieses Verbot zur Bekämpfung der Spielsucht beitragen kann. Der Grosse Rat hat dieses Verbot aufgehoben und wiederum auf die Homologierung der Apparate hingewiesen. Aus praktischen Gründen scheint es in der Tat gerechtfertigt, die Entgegennahme von Banknoten oder Münzen, deren Wert den Höchsteinsatz übersteigen, zuzulassen, denn die Spiele sind entsprechend homologiert. Damit kann der Spieler auch den erzielten Gewinn ganz oder teilweise wieder einsetzen, ohne das Geld erneut einwerfen zu müssen. Es ist aber zu betonen, dass bei sämtlichen Apparaten in jedem Zeitpunkt das verbleibende Saldo des Einsatzes

oder der erzielte Gewinn sofort ausbezahlt werden können. Es ist schliesslich darauf hinzuweisen, dass der Schutz der Spieler eher durch die Begrenzung der Einsätze und der Gewinne erzielt wird.

Gestützt auf diese Erwägungen schlägt der vorliegende Entwurf vor, das Verbot der Speicherung aufzuheben. Auf diese Weise werden die homologierten Apparate auch im Kanton Freiburg ohne spezielle Anpassungen betrieben werden können.

Art. 21 Abs. 1 und 22

Die vorgeschlagenen Änderungen sind rein terminologischer Natur.

Art. 23 Abs. 1

Die vorgeschlagene Änderung ist rein terminologischer Natur. Da das Mündigkeitsalter auf 18 Jahre festgelegt wurde, wird zudem diese Bestimmung entsprechend angepasst.

Art. 34 Abs. 1

Der Betrieb eines Spielsalons ist eine kommerzielle Tätigkeit, die laut Raumplanungs- und Baugesetz nur in gewissen Zonen zugelassen werden kann. Eine restriktivere Handhabung ist nicht notwendig, und ein Patentgesuch wird schon jetzt allen zuständigen technischen Diensten unterbreitet. Diese haben somit die Möglichkeit, all ihre Bedingungen zu formulieren. Im Übrigen erzeugt diese Tätigkeit keine besonderen Immissionen und es kann angesichts der Öffnungszeiten auch davon ausgegangen werden, dass auch die Nähe zu einem Spital nicht mit dem Betrieb eines Spielsalons unvereinbar wäre. Die Schulen verfügen über interne Reglemente, die es den Schülerinnen und Schülern untersagen können, sich während der Schulstunden ausserhalb des Schulareals aufzuhalten. Ausserhalb dieses Rahmens muss das Zutrittsalter das entscheidende Kriterium für den Zutritt Jugendlicher zu einem Spielsalon sein, wie dies bei Kinos oder Gaststätten ebenfalls zutrifft.

Art. 35

Die Erhöhung der Anzahl Geschicklichkeitsspielautomaten auf zehn Stück pro Spielsalon wurde vom Freiburger Stimmvolk klar als exzessiv qualifiziert. Eine moderatere Lösung, die auch den sozialen Risiken Rechnung trägt, ist hiermit angezeigt. Zwar trifft es zu, dass die Apparate der neuen Generation für die Spieler deutlich weniger attraktiv sind als die früheren Geräte, doch sollte man nicht ausser Acht lassen, dass die Automatenindustrie stets bestrebt ist, attraktivere Geräte zu entwickeln. In diesem Sinne und in Nachachtung des Volkswillens muss die ursprüngliche Option mit fünf Apparaten pro Spielsalon noch als zu liberal qualifiziert werden. Deshalb wird in vorliegendem Entwurf vorgeschlagen, die Anzahl Geldspielapparate pro Spielsalon auf zwei zu beschränken. Dabei ist darauf hinzuweisen, dass diese Beschränkung sich auch auf allfällige Varianten bezieht, die den Spielern z.B. Gewinne in Form von Jetons oder Punkten erlauben. Der heutige Artikel 2 kann indes aufgehoben werden, da erlaubt ist, was nicht verboten ist.

Art. 39 Abs. 1

Das Zutrittsalter für Spielsalons bleibt unverändert (18 Jahre). Hingegen wird der Begriff «Jugendliche»

durch «Personen» ersetzt, da das Mündigkeitsalter nunmehr auf 18 Jahre festgelegt ist.

Art. 44 Artikelüberschrift, Abs. 1 Bst. a und Abs. 3

Die vorgeschlagene Änderung ist teilweise terminologischer Natur. Sie steht in direktem Zusammenhang mit der Aufhebung von Artikel 45.

Der Entwurf übernimmt im übrigen die Option des Grossen Rates im Gesetz vom 14. Dezember 2004, wonach die Erhöhung der Betriebsabgabe zum Teil verwendet werden sollte, um soziale Projekte im Rahmen der Prävention oder der Bekämpfung der Spielsucht zu fördern. Eine weiter gehende Erhöhung erschien aber unverhältnismässig, wenn man in Betracht zieht, dass die heutigen Apparate sehr unattraktiv sind.

Art. 45

Das Verwaltungsgericht hat es als verfassungswidrig erachtet, die Betriebsabgabe für Spielsalons auf das Doppelte der individuellen Abgabe pro Apparat festzulegen. Seit 1998 wurde diese Bestimmung deshalb nicht mehr angewandt, sondern es wurde lediglich eine moderate Erhöhung der Abgabe vorgenommen. Da die Gaststätten neu auch Unterhaltungsapparate in unbegrenzter Zahl aufstellen können und demnach kein Unterschied mehr zu den Spielsalons besteht, rechtfertigt sich eine Unterscheidung der Betriebsabgabe nicht mehr. Diese wird inskünftig in allen Fällen nach Art. 44 berechnet.

Art. 46 Artikelüberschrift und Abs. 1

Die vorgeschlagene Änderung ist rein terminologischer Natur.

Art. 47 Artikelüberschrift und Abs. 1, Einleitungssatz

Die vorgeschlagene Änderung ist rein terminologischer Natur.

Art. 48 Abs. 2

Die Aufhebung dieses Absatzes hängt direkt mit der Streichung von Artikel 45 zusammen. In Zukunft werden die in den Spielsalons betriebenen Spielapparate nach demselben System taxiert werden wie diejenigen Apparate, die sich in Gaststätten befinden.

Art. 50 Abs. 1 Bst. c, d und f und Abs. 1^{bis}

Die in dieser Bestimmung erwähnten Artikelnummern werden den vorgeschlagenen Änderungen angepasst.

Auswirkungen in finanzieller und personeller Hinsicht

Die im Entwurf vorgesehenen Änderungen sollten grundsätzlich keine negativen Auswirkungen auf die Staatseinnahmen aus dem Spielgewinnen erzeugen. Wie in der Vergangenheit werden in den Gaststätten und in den Spielsalons zwei Geldspielautomaten betrieben werden können. Des Weiteren dürfte die Anzahl Unterhaltungsapparate erhöht werden, da diese in den Gaststätten keiner zahlenmässigen Beschränkung mehr unterliegen.

In der Praxis ist jedoch davon auszugehen, dass die vom Amt für Gewerbepolizei einkassierten Betriebsabgaben sehr deutlich abnehmen werden, und zwar unabhängig davon, wie liberal die kantonale Gesetzgebung ausgestaltet ist. Die Geschicklichkeitsspielautomaten sind nämlich

für die Spieler dermassen unattraktiv, dass die Spielfrequenz im Vergleich zu den früheren Apparaten geradezu zusammengebrochen ist.

Es können somit folgende Feststellungen gemacht werden:

1. Am 1. April 2005 wurden sämtliche traditionellen Geldspielapparate aus den Gaststätten und Spielsalons entfernt. Sie können seither ausschliesslich im Casino betrieben werden. Die letzten Betriebsabgaben für diese alten Spiele werden im Jahre 2006 aufgrund der von den Betreibern mitgeteilten und in den Zählern registrierten Gesamteinsätze eingezogen werden. Es kann für diese letzte Periode von einer Einnahme von rund 220 000 Franken ausgegangen werden.
2. Seit dem 1. April 2005 wurden an Stelle der traditionellen Geräte meist neue Geschicklichkeitsspielautomaten aufgestellt. Es besteht angesichts der ersten Mitteilungen der Betreiber, aber auch angesichts des Verhaltens der Spieler kein Zweifel, dass die Betriebsabgaben in Zukunft deutlich abnehmen werden. In Promillen der Einsätze berechnet, werden diese Betriebsabgaben wohl nicht mehr als ein Drittel der bisherigen Beträge ausmachen, die in den letzten fünf Jahren jeweils rund eine Million Franken betrugen.
3. Der Bereich der Unterhaltungsspiele, der mit dem vorliegenden Entwurf stark liberalisiert wird, wird voraussichtlich zunehmen. Mit der Zunahme dieser Geräte in den Gaststätten ist davon auszugehen, dass in Zukunft rund 200 000 Franken anstelle der heute er-

zielten 150 000 Franken eingenommen werden dürfen.

4. Schliesslich ist festzuhalten, dass die Mindereinnahmen, die der Kanton in diesem Bereich erleidet, durch die Rückerstattung von 40% des vom Bund für den Betrieb des Casinos erzielten Steuerbetrages aufgewogen werden. Für das Jahr 2004 betrug diese Steuer 1 590 000 Franken. Für 2005 wird mit einem Betrag von 2 600 000 Franken gerechnet.

Der Gesetzesentwurf hat im Übrigen keinen Einfluss auf den Personalbestand und ebenso wenig auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Wie bereits erwähnt, dient dieses Gesetz in erster Linie dazu, das kantonale Recht dem neuen Bundesrecht über Glücksspiele und Spielbanken anzupassen.

Übereinstimmung mit dem EU-Recht

Der Bereich des Glücksspiels ist auf EU-Ebene nicht geregelt. Der Europäische Gerichtshof hat hingegen anerkannt, dass die Mitgliedstaaten zur Wahrung ihrer sozialen und kulturellen Interessen die Wirtschaftsfreiheit in diesem Bereich einschränken und gar Verbote erlassen können, solange diese Massnahmen nicht diskriminierend sind. In vorliegendem Fall entsprechen die vorgeschlagenen Bewilligungen für Spielapparate und Spielsalons den Anforderungen des EU-Rechts, zumal sie ohne Diskriminierung auf Angehörige aller Nationalitäten Anwendung finden.

Projet du 07.03.2006

Loi

du

modifiant la loi sur les appareils de jeu et les salons de jeu

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (loi sur les maisons de jeu, LMJ);

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 mars 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 1 let. a et al. 2

^{1¹} La présente loi régit:]

a) l'exploitation et l'utilisation d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse et d'appareils de distraction accessibles au public;

^{2^{Abrogé}}

Art. 2 But

La présente loi vise à:

- a) assurer une exploitation des jeux sûre et transparente;
- b) prévenir les effets sociaux néfastes liés à l'utilisation d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse;
- c) protéger la jeunesse.

Entwurf vom 07.03.2006

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Spielapparate und die Spielsalons

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 18. Dezember 1998 über Glücksspiele und Spielbanken (Spielbankengesetz, SBG);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 7. März 2006;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und die Spielsalons (SGF 946.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1 Bst. a und Abs. 2

^{1^{Dieses Gesetz regelt:]}}

a) den Betrieb und die Benützung von Geschicklichkeitsspielautomaten und von Unterhaltungsapparaten, die der Öffentlichkeit zugänglich sind;

^{2^{Aufgehoben}}

Art. 2 Zweck

Dieses Gesetz bezweckt:

- a) einen sicheren und transparenten Spielbetrieb zu gewährleisten;
- b) sozialschädlichen Auswirkungen des Betriebs von Geschicklichkeitsspielautomaten vorzubeugen;
- c) die Jugend zu schützen.

Art. 3 Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) *appareils de jeu* les appareils à sous servant aux jeux d'adresse et les appareils de distraction;
- b) *appareils à sous servant aux jeux d'adresse* les appareils homologués comme tels par l'autorité fédérale compétente;
- c) *appareil de distraction* tout appareil qui fournit à titre onéreux une prestation de jeu ne permettant pas la réalisation d'un gain;
- d) *exploitant d'appareils de jeu* toute personne physique ou morale qui exploite à des fins commerciales un ou plusieurs appareils de jeu dont elle est propriétaire ou dont elle a la disposition exclusive;
- e) *salon de jeu* tout local commercial dans lequel sont installés et exploités des appareils de jeu accessibles au public, à l'exclusion des établissements publics visés par la législation sur les établissements publics et la danse.

Art. 5 al. 2 let. d et al. 3

Abrogés

Art. 6 al. 2 let. b, c et d (nouvelle) et al. 3 (nouveau)

[² Il [le Service de la police du commerce] est en outre compétent pour:]

- b) renouveler les patentes des salons de jeu;
- c) facturer le montant de la taxe d'exploitation des appareils de jeu;
- d) contrôler, expertiser et, le cas échéant, séquestrer les appareils de jeu.

³ Il rend, en outre, les décisions que la présente loi ou ses dispositions d'exécution ne placent pas dans la compétence d'une autre autorité.

Art. 7 al. 1 let. b

[¹ La Police cantonale est chargée de contrôler:]

- b) le nombre et l'emplacement des appareils à sous servant aux jeux d'adresse;

Art. 3 Definitionen

Im Sinne dieses Gesetzes gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- a) Als *Spielapparate* gelten die Geschicklichkeitsspielautomaten und die Unterhaltungsapparate.
- b) Ein *Geschicklichkeitsspielautomat* ist ein als solcher von der zuständigen Bundesbehörde homologierter Apparat.
- c) *Unterhaltungsapparate* sind alle Spielapparate, die keine Geldgewinne ermöglichen.
- d) Ein *Betreiber von Spielapparaten* ist eine natürliche oder juristische Person, die zu gewerblichen Zwecken einen oder mehrere Spielapparate betreibt, die in ihrem Eigentum stehen oder über die sie ausschliesslich verfügt.
- e) Ein *Spielsalon* ist ein Geschäftsraum, in dem der Öffentlichkeit zugängliche Spielapparate eingerichtet sind und betrieben werden; die öffentlichen Gaststätten, die der Gesetzgebung über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz unterstellt sind, gelten nicht als Spielsalons.

Art. 5 Abs. 2 Bst. d und Abs. 3

Aufgehoben

Art. 6 Abs. 2 Bst. b, c und d (neu) und Abs. 3 (neu)

[² Es [das Amt für Gewerbepolizei] hat ausserdem die folgenden Aufgaben:]

- b) Es erneuert die Patente für den Betrieb von Spielsalons.
- c) Es zieht die Betriebsabgabe für die Spielapparate ein.
- d) Es kontrolliert, begutachtet und beschlagnahmt gegebenenfalls die Spielapparate.

³ Es fällt die Entscheide, für die dieses Gesetz und seine Ausführungsbestimmungen nicht die Zuständigkeit einer anderen Behörde vorsehen.

Art. 7 Abs. 1 Bst. b

[¹ Die Kantonspolizei kontrolliert:]

- b) die Zahl und die Standorte der Geschicklichkeitsspielautomaten;

Art. 9 al. 2 (nouveau)

² Toutefois, les décisions fixant la taxe d’exploitation d’un appareil de jeu peuvent, dans les trente jours, faire l’objet d’une réclamation auprès du Service. Les décisions sur réclamation sont sujettes à recours au Tribunal administratif.

Art. 10 titre médian

Régime d’autorisation

Art. 11

Abrogé

Art. 12 Retrait de l’autorisation

¹ L’autorisation d’exploiter doit être retirée lorsqu’ une des conditions de son octroi n’est plus remplie ou lorsque l’exploitant d’appareils de jeu contrevient aux dispositions des articles 13, 16, 18, 19, 21, 22 et 23 al. 2.

² L’autorisation d’exploiter peut être retirée lorsque l’exploitant de l’établissement public contrevient aux dispositions des articles 17a, 17b et 23 al. 1 et 3.

Art. 13 al. 2

Remplacer «machines à sous» par «appareils à sous servant aux jeux d’adresse».

Art. 14 et 15

Abrogés

Intitulé de la section 2 du Chapitre 2

2. Appareils à sous servant aux jeux d’adresse

Art. 17a (nouveau) Emplacement des appareils à sous servant aux jeux d’adresse dans les établissements publics

¹ Les appareils à sous servant aux jeux d’adresse doivent être installés dans un endroit où l’exploitant de l’établissement public peut les avoir sous sa surveillance constante.

² Il est interdit d’installer un appareil à sous servant aux jeux d’adresse dans un couloir ou une cage d’escalier.

Art. 9 Abs. 2 (neu)

2 Gegen die Verfügungen über die Betriebsabgabe für Spielapparate kann jedoch innerst dreissig Tagen eine Einsprache beim Amt eingereicht werden. Der Einspracheentscheid kann mit Beschwerde beim Verwaltungsgericht angefochten werden.

Art. 10 Artikelüberschrift

Bewilligungsverfahren

Art. 11

Aufgehoben

Art. 12 Entzug der Bewilligung

¹ Die Betriebsbewilligung muss entzogen werden, wenn eine der Bedingungen für deren Erteilung nicht mehr erfüllt ist oder der Betreiber der Spielapparate gegen die Artikel 13, 16, 18, 19, 21, 22 oder 23 Abs. 2 verstößt.

² Die Betriebsbewilligung kann entzogen werden, wenn der Betreiber einer öffentlichen Gaststätte gegen die Artikel 17a, 17b oder 23 Abs. 1 und 3 verstößt.

Art. 13 Abs. 2

Der Ausdruck «Geldspielapparaten» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomaten» ersetzt.

Art. 14 et 15

Aufgehoben

Titel des 2. Abschnitts des 2. Kapitels

2. Geschicklichkeitsspielautomaten

Art. 17a (neu) Standort der Geschicklichkeitsspielautomaten in öffentlichen Gaststätten

¹ Die Geschicklichkeitsspielautomaten sind an einem Ort aufzustellen, wo sie der Betriebsführer unter ständiger Aufsicht hat.

² Es ist verboten, einen Geschicklichkeitsspielautomaten in einem Gang oder in einem Treppenhaus aufzustellen.

³ L'exploitant de l'établissement public est responsable de l'observation de cette disposition.

Art. 17b (nouveau) Nombre d'appareils dans les établissements publics

L'exploitant d'un établissement public ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de deux appareils à sous servant aux jeux d'adresse.

Art. 19 Gains

La valeur des gains ne peut pas être supérieure à 50 francs.

Art. 20

Abrogé

Art. 21 al. 1

¹ Tout appareil à sous servant aux jeux d'adresse doit être muni d'un compteur enregistrant les mises et les gains.

Art. 22

Remplacer «Toute machine à sous» par «Tout appareil à sous servant aux jeux d'adresse».

Art. 23 al. 1

¹ L'utilisation d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse est interdite aux personnes âgées de moins de 18 ans révolus.

Art. 34 al. 1

Abrogé

Art. 35 Nombre d'appareils à sous servant aux jeux d'adresse

L'exploitant d'un salon de jeu ne peut mettre à la disposition de sa clientèle plus de deux appareils à sous servant aux jeux d'adresse.

Art. 39 al. 1

¹ Les personnes âgées de moins de 18 ans révolus n'ont pas accès aux salons de jeu.

³ Der Betriebsführer der öffentlichen Gaststätte ist für die Einhaltung dieser Bestimmung verantwortlich.

Art. 17b (neu) Anzahl Apparate in öffentlichen Gaststätten

Der Betriebsführer einer öffentlichen Gaststätte darf seiner Kundschaft nicht mehr als zwei Geschicklichkeitsspielautomaten zur Verfügung stellen.

Art. 19 Gewinn

Der Wert der Gewinne darf höchstens 50 Franken betragen.

Art. 20

Aufgehoben

Art. 21 Abs. 1

¹ Der Ausdruck «Geldspielapparat» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomat» ersetzt.

Art. 22

Der Ausdruck «Geldspielapparat» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomat» ersetzt.

Art. 23 Abs. 1

¹ Der Ausdruck «Geldspielapparaten» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomaten» ersetzt.

Art. 34 Abs. 1

Aufgehoben

Art. 35 Anzahl der Geschicklichkeitsspielautomaten

Der Betriebsführer eines Spielsalons darf seiner Kundschaft nicht mehr als zwei Geschicklichkeitsspielautomaten zur Verfügung stellen.

Art. 39 Abs. 1

¹ Personen, die das 18. Altersjahr noch nicht vollendet haben, haben keinen Zutritt zu Spielsalons.

Art. 44 titre médian, al. 1 let. a et al. 3

Taxes d'exploitation

[¹ La taxe d'exploitation d'un appareil de jeu est fixée:]

a) pour un appareil à sous servant aux jeux d'adresse, à 7 % des mises enregistrées par le compteur;

³ Le produit de la taxe prélevée sur l'exploitation des appareils à sous servant aux jeux d'adresse est affecté à raison de 2 % à des projets sociaux dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les dépendances.

Art. 45

Abrogé

Art. 46 titre médian et al. 1

Obligation de déclarer les mises des appareils à sous servant aux jeux d'adresse.

¹ Remplacer «machine à sous» par «appareil à sous servant aux jeux d'adresse».

Art. 47 titre médian et al. 1, phr. intr.

Remplacer «machines à sous» par «appareils à sous servant aux jeux d'adresse».

Art. 48 al. 2

Abrogé

Art. 50 al. 1 let. c, d et f et al. 1^{bis}

[¹ Est puni d'une amende jusqu'à 2000 francs, ou jusqu'à 5000 francs en cas de récidive dans les cinq ans à compter du moment de l'infraction:]

c) l'exploitant d'appareils de jeu qui contrevient aux obligations contenues aux articles 13 al. 1, 16, 18, 19, 21, 22 et 23 al. 2;

d) l'exploitant d'un établissement public qui contrevient aux obligations contenues dans les articles 13 al. 2, 17a, 17b et 23 al. 1 et 3;

f) l'exploitant de salon de jeu qui contrevient aux obligations contenues dans les articles 13 al. 2, 34 al. 3, 37, 38 et 39;

^{1bis} Il en va de même pour les infractions aux dispositions d'exécution dérogeant aux articles 18, 19, 35 et 38.

Art. 44 Artikelüberschrift, Abs. 1 Bst. a und Abs. 3

Betriebsabgaben

[¹ Die Betriebsabgabe für einen Spielapparat beträgt:]

a) für einen Geschicklichkeitsspielautomaten 7 % der registrierten Einsätze;

³ 2 % des Ertrags der Betriebsabgaben für Geschicklichkeitsspielautomaten werden für soziale Projekte im Rahmen der Prävention und der Suchtbekämpfung verwendet.

Art. 45

Aufgehoben

Art. 46 Artikelüberschrift und Abs. 1

Meldung der Einsätze bei Geschicklichkeitsspielautomaten

¹ Der Ausdruck «Geldspielapparat» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomaten» ersetzt.

Art. 47 Artikelüberschrift und Abs. 1, Einleitungssatz

Der Ausdruck «Geldspielapparate» wird durch «Geschicklichkeitsspielautomaten» ersetzt.

Art. 48 Abs. 2

² *Aufgehoben*

Art. 50 Abs. 1 Bst. c, d und f und Abs. 1^{bis}

[¹ Mit einer Busse bis zu 2000 Franken, oder 5000 Franken bei Rückfall innerhalb fünf Jahren seit der letzten Widerhandlung, wird bestraft:]

c) der Betreiber von Spielapparaten, der gegen die Vorschriften nach den Artikeln 13 Abs. 1, 16, 18, 19, 21, 22 und 23 Abs. 2 verstößt;

d) der Betriebsführer einer öffentlichen Gaststätte, der gegen die Vorschriften nach den Artikeln 13 Abs. 2, 17a, 17b und 23 Abs. 1 und 3 verstößt;

f) der Betreiber eines Spielsalons, der gegen die Vorschriften nach den Artikeln 13 Abs. 2, 34 Abs. 3, 37, 38 und 39 verstößt;

^{1bis} Dasselbe gilt für Verstöße gegen die von den Artikeln 18, 19, 35 und 38 abweichenden Ausführungsbestimmungen.

Art. 2

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2

Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.